

L'industrie du médicament contre la santé publique

Colloque organisé par Mémoire des luttes et l'Union des familles laïques (UFAL)

VENDREDI 4 ET SAMEDI 5 JUIN 2010

Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris
Métro : Solférino (ligne 12)

PROBLÉMATIQUE

LE RÉCENT scandale du vaccin contre le virus H1N1 a mis en lumière l'imbrication étroite entre les lobbies de l'industrie pharmaceutique, les gouvernements et une institution qui devrait être a priori au service de l'humanité et non des laboratoires : l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le mécanisme mis en œuvre est aujourd'hui connu : campagne de presse à l'échelle mondiale pour alerter sur l'apparition de la grippe A ; mise en place dans beaucoup de pays, et notamment en France, de plans de lutte contre la pandémie avec achat d'énormes quantités de vaccins et de produits accessoires ; médiatisation exceptionnelle, alors qu'il s'avère rapidement que la grippe fait nettement moins de victimes que les gripes saisonnières habituelles.

Les laboratoires et leurs relais dans diverses instances et commissions n'en ont cure : certains d'entre eux avaient déposé des demandes de brevets pour le vaccin contre le virus H1N1 dès... 2007 ;

aux États-Unis ils ont bataillé ferme pour obtenir l'immunité judiciaire en cas de poursuites ; à l'OMS, ils ont obtenu rapidement, et contre toute évidence scientifique, des communiqués alarmistes sur le développement de la pandémie.

L'intrusion des intérêts marchands dans la santé publique n'est pas nouvelle. Par ses dimensions, le marché de la santé suscite en effet les convoitises : 3 000 milliards de dollars par an, et près de 10% du PIB mondial. Si l'ONU considère la santé comme un bien public mondial, le médicament est aussi une industrie, et, qui plus est, une industrie à capitaux privés.

Cette industrie a une réputation sulfureuse. Se prévalant des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et notamment de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC), elle a, dans le passé, tenté d'empêcher par tous les moyens, et avec le soutien

de gouvernements comme celui des États-Unis, la production d'antiviraux génériques dans les pays en développement. Il a fallu une campagne mondiale de grande ampleur pour la faire reculer. Aujourd'hui, elle mène un intense travail de lobbying pour que l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC ou ACTA en anglais), en cours de discussion, considère comme contrefait tout médicament produit hors du système totalement injuste des brevets.

Ce colloque se propose d'éclairer les rapports entre industrie du médicament et politiques de santé publique, au niveau national comme au plan international. Il s'agira aussi de tracer des pistes pour libérer la santé et les systèmes de Sécurité sociale de l'emprise des lobbies et de la logique du marché. Un marché d'ailleurs faussement concurrentiel dans ce cas précis, car régi par une réglementation qui, par le biais des brevets, est entièrement en faveur des laboratoires des puissances économiques dominantes.

P R O G R A M M E

VENDREDI 4 JUIN

13 h 30

Accueil des participants

Présentation du colloque, par **Bernard Cassen**,
secrétaire général de *Mémoire des luttes*

14 h 00 -17 h 00

POUR S'Y RETROUVER DANS LE LABYRINTHE DES ACTEURS PUBLICS...

Animation : **Monique Vézinet**,

présidente de l'Union des familles laïques (UFAL)

- *Le médicament sous les Fourches Caudines libre-échangistes : Organisation mondiale du commerce (OMC), Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC)*, par **Louis Weber**, ancien président de l'Institut de recherches de la FSU, secrétaire de la rédaction de *Savoir/Agir*
- *Dans les coulisses de l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC ou ACTA en anglais)*, par **Florent Latrive**, journaliste, collaborateur du Monde diplomatique
- *Bruxelles, Strasbourg : le débat sur l'ACAC au sein des institutions de l'Union européenne*, par **Françoise Castex**, députée européenne
- *Peut-on vraiment faire confiance à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ?*, par **German Velasquez**, South Centre
- *Regards indiscrets sur les débats intergouvernementaux de l'Assemblée mondiale de la santé (17-22 mai 2010)*, par **Garance Upham**, *People's Health Movement* et *UFAL Santé*

SAMEDI 5 JUIN

9 h 30 – 12 h 30

EXPÉRIENCES ET RÉSISTANCES

Animation : **Catherine Jousse**, *UFAL*

- *La bataille des médicaments génériques*, par **Julien Potet**, responsable de plaidoyer sur les politiques de santé, *Oxfam France*
- *Aléas de la lutte contre le sida en Afrique*, par **Pauline Londeix**, responsable du plaidoyer international d'Act-Up
- *Quand l'Equateur défie « Big Pharma » avec les licences obligatoires*, Ambassade de la République de l'Equateur en France
- *Les lobbies de l'industrie pharmaceutique à la manoeuvre en Europe*, par **Marisa Matias**, députée européenne

14 h 30 – 16 h 30

REPRENDRE LA MAIN

Animation : **Ignacio Ramonet**,
président de *Mémoire des luttes*

- *Les états généraux de la santé et de l'assurance-maladie (EGSAM) et les Forums sociaux : portée et limites*, par **Bernard Teper**, secteur Santé Protection sociale, Union des familles laïques (UFAL)
- *Pour une autre politique du médicament*, par **Frédéric Pierru**, CNRS

Débat général et conclusions

INSCRIPTIONS

colloquemedicaments@gmail.com

Mémoire des luttes

3, avenue Stephen Pichon, 75013 Paris.

Fax: 01-53-94-96-76.

Courriel: contact@medelu.org

Site: www.medelu.org

Union des familles laïques (UFAL)

27, rue de La Réunion, 75020 Paris

Tél.: 01-46-27-09-25.- Fax 01-46-27-23-66

Courriel: ufalsiege@ufal.org

Site: www.ufal.org et www.ufal.info